

Rapport de situation de 2019 sur les services communs des organismes ayant leur siège à Rome

Équipe chargée des achats communs des organismes ayant leur siège à Rome

1. L'Équipe chargée des achats communs des organismes ayant leur siège à Rome se réunit tous les trimestres et participe aux initiatives, aux groupes de travail et aux projets du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion relevant du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS), afin d'encourager la collaboration interorganisations, le partage des connaissances et des meilleures pratiques, l'harmonisation des règles et des procédures ainsi que le perfectionnement professionnel du personnel chargé des achats.
2. Depuis 2018, quatre appels d'offres communs ont été publiés. Trois d'entre eux sont terminés: le premier avait trait à la fourniture de services de transcription pour les réunions des organes directeurs, le deuxième à la location d'imprimantes et de services multifonctions et le troisième à l'alimentation en gaz. Le quatrième appel d'offres, qui porte sur la fourniture de services d'assurance médicale et d'assurance-maladie et concerne uniquement l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA), est en cours.
3. La FAO et le FIDA ont uni leurs forces pour lancer un appel d'offres de services commun d'assurance médicale qui réponde à leurs besoins respectifs. Le Programme alimentaire mondial (PAM) procède actuellement à l'acquisition d'un plan médical autonome afin de tenir compte des spécificités et du profil de risques de son personnel.
4. Pour obtenir plus de souplesse lorsqu'ils précisent les conditions à remplir et négocient le meilleur rapport coût-utilité dans le cadre de leur appel d'offres commun, la FAO et le FIDA sont convenus d'adopter une procédure en plusieurs étapes qui comprend une approche novatrice appelée "procédure négociée". L'appel d'offres est en cours et devrait s'achever d'ici à la fin septembre, conformément au calendrier fixé. La direction et les associations du personnel de la FAO et du FIDA sont tenues informées dans les limites de la confidentialité qu'exige une procédure de mise en concurrence.
5. À Rome, en mai 2019, l'Équipe chargée des achats communs, en collaboration avec les autorités de promotion des échanges de l'Italie, de Malte et d'Israël, a organisé un séminaire international sur les achats, auquel ont participé un grand nombre de fournisseurs potentiels et de fonctionnaires chargés des achats appartenant à 13 organismes des Nations Unies. L'organisation de la manifestation était coordonnée par le Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion.
6. En 2018 et au premier semestre de 2019, de nombreux contrats *gigognes (piggy-backing)*¹ ont été conclus par les organismes ayant leur siège à Rome et d'autres organismes des Nations Unies.
7. La FAO a établi quatre accords gigognes sur la base d'accords à long terme déjà conclus par le FIDA et le PAM. Ces accords concernaient les domaines suivants: matériel de radiocommunication; logiciels de gestion de la santé et de la sécurité; services de consultants et services de conseil relatifs aux technologies de l'information et à l'architecture numérique; et matériel, assistance et maintenance pour un système de bons électroniques.
8. Chaque fois que possible, le FIDA tire parti du pouvoir d'achat de la FAO, en particulier en se greffant sur des accords à long terme déjà en place relatifs au matériel, aux infrastructures et aux services informatiques. Il bénéficie ainsi des moyens financiers supérieurs de la FAO et évite les dépenses liées à la conduite de vastes évaluations complexes et à la définition des spécifications techniques des composants et des services informatiques.

¹ Dans l'acception utilisée ici, le terme "contrat gigogne" décrit une situation où une entité des Nations Unies achète des biens ou acquiert des services dans le cadre d'un accord à long terme existant ou d'un autre contrat conclu par une autre entité des Nations Unies. Le but est de bénéficier du travail préparatoire ayant abouti à la sélection du fournisseur et donc de réduire les dépenses administratives, de tirer parti des tarifs préférentiels négociés dans le contrat existant ou de mettre à profit le savoir-faire en matière d'achats de l'entité qui a négocié le contrat existant. Voir le groupe de travail sur l'harmonisation du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion. 2015. *Harmonisation des passations de marchés aux Nations Unies: Coopération relative aux activités de passation de marchés au niveau des bureaux de pays.* <https://www.un.org/Shared/KnowledgeCenter/Document?widgetId=1352&documentId=482240>.

9. La FAO et le PAM ont participé à un séminaire sur les fournisseurs qui s'est tenu à Varsovie en juin 2019.
10. Depuis la fin de 2018, l'Institut agréé des achats et des approvisionnements à Rome a organisé trois cours conjoints de certification dans la capitale italienne. Ces cours portaient sur le certificat d'initiation (niveau 2) et le certificat de perfectionnement aux achats publics de l'Institut.

Évaluation

11. Pour donner suite à un appel en faveur du renforcement des capacités d'évaluation externes, formulé à la fois dans une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies (69/237) et dans une analyse que le Corps commun d'inspection du système des Nations Unies a consacrée en 2014 à la fonction d'évaluation au sein du système des Nations Unies, un réseau de praticiens sur l'évaluation dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'agriculture et du développement rural, appelée "EVAL ForwARD", a été mis en place. EVAL ForwARD vise à promouvoir l'intégration d'une réflexion à caractère évaluatif dans les systèmes nationaux et mondiaux d'examen de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Pendant la période 2019-2021, le réseau s'agrandira en mobilisant des publics plus larges, intéressés par l'évaluation des programmes liés à la sécurité alimentaire, à l'agriculture et au développement rural, et en tirant parti de divers canaux de communication, aussi bien traditionnels que virtuels. En fonction de l'évolution de ses besoins, il développera des activités de partage des connaissances et d'apprentissage qui accroîtront les capacités d'évaluation, en mettant l'accent sur l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation de l'ODD 2.
12. Les bureaux de l'évaluation indépendants de la FAO, du FIDA et du PAM fournissent des éléments d'information au Groupe de travail sur les objectifs de développement durable du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE) en s'appuyant sur une initiative conjointe précédente qui visait à "renforcer l'évaluabilité de l'ODD 2 et avait été organisée sous la forme d'un séminaire technique en novembre 2015. Ces travaux demeurent pertinents, et sont intégrés dans un registre central regroupant les initiatives du GNUE en faveur de la réalisation des ODD. Les trois bureaux de l'évaluation prévoient également de synthétiser des données factuelles issues d'évaluations portant sur l'ODD 2, et entameront en 2020 les préparatifs en vue d'une évaluation de la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome, qui devrait commencer en 2021.
13. La FAO, le FIDA et le PAM ont collaboré à un nombre croissant d'évaluations décentralisées conjointes, y compris aux côtés d'autres partenaires, comme l'évaluation conjointe FAO/PAM d'un projet en faveur de la résilience dans le nord du Mali (2015-2018), qui était financé par la Direction générale Coopération internationale et développement international. Cette évaluation a permis aux deux organismes de décrire les résultats obtenus grâce au projet et les possibilités offertes d'amélioration de la vie des populations rurales, et de contribuer au renforcement de la mise en œuvre d'activités conjointes dans les domaines couverts par l'intervention et dans d'autres domaines. Par ailleurs, deux évaluations décentralisées devraient débuter en 2019: une évaluation portant sur plusieurs pays menée par le Programme conjoint pour l'émancipation économique des femmes en milieu rural à la demande de la FAO, du FIDA, de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et du PAM; et une évaluation conjointe d'un programme au Mozambique financé par l'Union européenne intitulé "*Support to Accelerate Progress towards MDG 1C in Mozambique – reducing hunger and chronic malnutrition in the country*", qui a été mis en œuvre conjointement par les trois organismes ayant leur siège à Rome. En novembre 2018, la FAO et le PAM ont organisé un atelier afin de répertorier les bonnes pratiques à suivre pour mener des évaluations décentralisées conjointes. Cet atelier éclairera la poursuite de l'élaboration des directives sur les évaluations que la FAO et le PAM mènent ensemble et contribuera à l'amélioration des pratiques d'évaluation conjointe.

Gestion de la durabilité environnementale

14. La gestion de l'environnement est un domaine de collaboration de longue date entre les organismes ayant leur siège à Rome. Elle regroupe des activités menées directement à Rome ainsi que des initiatives entreprises à l'échelle du système des Nations Unies par l'intermédiaire du groupe chargé la gestion de la durabilité environnementale, qui est dirigé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement. En 2019, la FAO, le FIDA et le PAM ont contribué à l'élaboration d'une nouvelle *stratégie de gestion de la durabilité environnementale dans le système des Nations Unies pour 2020-2030*, que le Secrétaire général avait demandée à la fin de 2018 pour encourager les organismes des Nations Unies à revoir leurs ambitions à la hausse en la matière en interne. Cette stratégie définit les principales ambitions du

système des Nations Unies dans le domaine de l'environnement ainsi que les modalités de financement du travail à accomplir pour les réaliser. La stratégie a été approuvée par le Comité de haut niveau sur la gestion et le CCS en 2019 et sera lancée lors du Sommet sur le climat du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en septembre 2019. Les travaux s'appuient sur les efforts interorganisations déployés depuis longtemps pour réduire l'empreinte écologique des organismes des Nations Unies, en particulier dans les domaines de l'énergie, des émissions de gaz à effet de serre et de la gestion améliorée de l'eau (à partir de 2018) et des déchets, notamment grâce à l'adoption de systèmes de gestion environnementale.

15. Au sein du système des Nations Unies, les organismes ayant leur siège à Rome ont la réputation d'œuvrer en faveur de normes strictes en matière de gestion environnementale dans le cadre d'initiatives locales de collaboration. Des dispositions relatives aux achats durables sont inscrites dans leurs politiques et leurs procédures d'achats. À l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement de 2018, plus de 500 membres du personnel de la FAO, du FIDA et du PAM ont pris part à une campagne d'appels de fonds visant à réduire la pollution due au plastique, et, depuis cette date, des équipes spécialisées chargées des installations dans les trois organismes ont pris des mesures destinées à réduire la consommation d'objets en plastique à usage unique au travail et dans le cadre des services de restauration. La cinquième édition annuelle de l'initiative "Clean Up Rome" a mobilisé des bénévoles appartenant à diverses organisations (dont Bioversity International et l'Organisation internationale de droit du développement) pour nettoyer un parc public au cours de la semaine Nettoyons la terre organisée en septembre 2018. En 2019, il est envisagé de procéder à des échanges de personnel afin de renforcer le partage des connaissances et d'offrir des possibilités de perfectionnement professionnel.

Gestion de la résilience au niveau institutionnel

16. La FAO, le FIDA et le PAM entretiennent des contacts réguliers, et lors des réunions qui se sont tenues en février et en juin 2019, leurs coordonnateurs respectifs ont examiné la version révisée d'un projet de memorandum d'accord sur la gestion de la résilience au niveau institutionnel. Cet accord prévoit notamment que chacun de ces organismes peut utiliser les locaux de l'un des deux autres en cas de perturbation de ses fonctions essentielles, ainsi que pour des activités conjointes de formation à la préparation aux situations d'urgence.

Services de trésorerie

17. Chacun des organismes ayant leur siège à Rome participe aux activités des comités des placements des deux autres, ce qui permet aux trois organismes d'échanger des connaissances et des meilleures pratiques et de travailler ensemble à l'acquisition de services de trésorerie. Dernièrement, ils ont ainsi collaboré dans le cadre des initiatives suivantes: négociations bancaires portant sur les services de garde; sélection de gestionnaires externes chargés des placements quand il existe des besoins similaires; et étude de la répartition des actifs pour les placements à long terme. Les trois organismes participent également aux travaux du groupe de travail sur les services de trésorerie communs. Ce groupe de travail, qui relève du Réseau Finances et budget du Comité de haut niveau sur la gestion, aide à coordonner la collaboration concernant les services de change, les services bancaires, les placements et les services de paiement.
18. Parmi les autres domaines de collaboration possible, on peut citer l'analyse conjointe du risque de crédit associé aux partenaires financiers courants, le partage des connaissances et les meilleures pratiques relatives aux transferts de type monétaire.

Services de groupement d'achats du personnel

19. La FAO est sur le point de conclure la négociation d'un nouvel accord et procède à cet égard avec le Gouvernement italien à un échange de lettres portant sur la possible mise en ligne d'un groupement d'achats du personnel. Comme par le passé et sous réserve de l'accord expresse du Gouvernement italien, le PAM bénéficiera des dispositions énoncées dans cet accord, tandis que le FIDA conservera son propre dispositif entièrement externalisé.
20. La sélection d'un prestataire par voie de mise en concurrence sera lancée dès la fin de l'échange de lettres. La FAO a déjà publié à cet effet un appel à manifestation d'intérêt sur le Portail mondial pour les

fournisseurs des organismes des Nations Unies en attendant la mise au point définitive des documents complets relatifs à l'appel d'offres.

21. La sélection du prestataire et la définition de l'ensemble des modalités du nouveau dispositif de groupement d'achats du personnel devraient être terminées à temps pour une mise en service prévue en janvier 2020.

Accords sur des tarifs aériens communs

22. Les organismes ayant leur siège à Rome continuent de négocier ensemble avec toutes les grandes compagnies aériennes et les principales alliances du secteur afin d'obtenir des billets d'avion au meilleur prix. Grâce à leur pouvoir d'achat commun, ils remplacent progressivement les accords locaux par des accords mondiaux passés avec les principales compagnies partenaires utilisées pour les voyages officiels, le but étant de faire des économies, y compris sur les déplacements au départ des bureaux de terrain. La FAO, le FIDA et le PAM envisagent de collaborer avec d'autres organismes des Nations Unies ne se trouvant pas à Rome pour négocier des accords mondiaux communs avec les compagnies aériennes. La FAO et le PAM ont fait appel au même auditeur pour vérifier les tarifs aériens appliqués dans le cadre de leur gestion externalisée des voyages.

Accords relatifs à l'accueil au Siège

23. En juillet 2018, la FAO et le PAM ont arrêté la version définitive d'un mémorandum d'accord pour la mise à disposition du PAM de locaux d'une superficie de 324 mètres carrés au Siège de la FAO moyennant remboursement des frais occasionnés. En vertu de cet accord, la FAO fournit au PAM les éléments suivants: services d'entretien et commodités; mobilier de bureau de base; infrastructures et services informatiques; services médicaux et examens médicaux avant un voyage; services de sécurité; et accès aux espaces communs, comme les cafétérias, les restaurants, les toilettes et les salles de réunion.

Ressources humaines

24. Les trois directeurs des ressources humaines se réunissent tous les mois afin de définir leur collaboration et d'harmoniser leurs stratégies dans le domaine de la gestion des ressources humaines. Les responsables des politiques en matière de ressources humaines de la FAO, du FIDA et du PAM coopèrent activement pour veiller à ce que leurs politiques convergent autant que possible. Ces deux dernières années, ils ont collaboré étroitement à la conception du nouveau régime de rémunération des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, qui a été introduit progressivement entre 2016 et 2018. Ils se sont aussi penchés sur les modifications à apporter aux indemnités de poste à la suite de la dernière enquête en date sur les salaires menée à Rome et sur les mesures communes d'atténuation devant les accompagner. La vérification des compétences linguistiques et bureautiques, les pensions et les régimes d'assurance-maladie et d'assurance-vie continuent également d'être des domaines de collaboration étroite et d'échanges réguliers entre les trois organismes. Il a été convenu que la FAO continuerait d'héberger le FIDA par l'intermédiaire du système de gestion des dossiers médicaux Cority, malgré le transfert dans le système de la FAO qui se trouve dans le nuage. Les services médicaux des trois organismes collaborent à travers l'échange de leurs expériences et de leurs connaissances. Le PAM a toutefois décidé dernièrement de choisir un régime d'assurance-maladie distinct de celui actuellement sélectionné par le FIDA et la FAO.

Infrastructure informatique commune

25. La collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome pourrait être renforcée dans le cadre du Centre des opérations de sécurité, avec lequel la FAO a signé un contrat de services. Les services assurés par ce centre pourraient très bien être partagés avec les deux autres organismes. À la fin de 2018, le FIDA s'est greffé sur le contrat de services conclu par la FAO, ce qui lui a permis de faire d'importantes économies en tirant parti du travail réalisé par la FAO pour définir les spécifications techniques, sélectionner le prestataire et d'établir le contrat.

Services informatiques partagés

26. Le FIDA continue d'héberger le site Web zerohunger.world, dont les trois organismes se servent pour communiquer entre eux et présenter des initiatives conjointes. En outre, la FAO, le FIDA et le PAM travaillent ensemble sur des systèmes d'information géographique et des données connexes. Ils partagent notamment des sources d'information et utilisent des ressources communes pour accéder à des couches de données, comme le moteur Google Earth. Le terminal de l'une des lignes de connectivité Internet et des lignes de télécommunications associées entre le FIDA et le Centre international de calcul des Nations Unies est hébergé à la FAO sans aucuns frais, ce qui permet de faire des économies et de protéger les privilèges et immunités. Enfin, la FAO et le FIDA peuvent mettre à profit leur savoir-faire et leurs contenus sur leur système commun de gestion de l'apprentissage Cornerstone.

Sécurité informatique commune

27. Les directeurs de l'informatique et les chargés de la sécurité informatique des trois organismes ayant leur siège à Rome échangent régulièrement afin de définir une approche commune en matière de sécurité informatique. C'est dans ce cadre que le FIDA s'est greffé au contrat évoqué plus haut que la FAO avait conclu avec le Centre des opérations de sécurité, ce qui a permis à la FAO de bénéficier de l'expérience du FIDA en matière de détection et de réponse des terminaux. En outre, la FAO et le FIDA ont signé un mémorandum d'accord autorisant l'hébergement réciproque de matériel de reprise après sinistre. Actuellement, la FAO accueille dans ses bâtiments le site de reprise après sinistre du FIDA, et ce dernier a aménagé un espace dans le centre de données qui se trouve à son Siège dans l'éventualité où la FAO en aurait besoin. En cas de problème majeur à son Siège, le FIDA pourrait être de nouveau opérationnel en seulement 24 heures du fait de l'installation de son site après sinistre dans les locaux de la FAO.

Processus de gouvernance

28. Dix-huit manifestations auront été organisées par les organismes ayant leur siège à Rome en 2018 et en 2019, y compris les deuxième et troisième réunions informelles conjointes de leurs organes directeurs. Les secrétariats de ces organes ont formulé une position conjointe sur la renégociation de l'accord conclu entre le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et l'Association internationale des interprètes de conférence, accord qui régit les conditions d'emploi de ces derniers². La coordination et le soutien mutuel concernant les services de conférence ont été maintenus sous diverses formes: participation à un jury commun FAO-PAM de sélection d'interprètes chevronnés; recours à des interprètes locaux, en particulier pour le chinois et le russe; partage des dépenses d'interprétariat lorsque cela est possible en programmant plusieurs réunions informelles le même jour ou sur des jours consécutifs afin d'augmenter le rapport coût-efficacité grâce au recrutement d'un moins grand nombre d'équipes d'interprètes; coordination des calendriers de manifestations des organes directeurs de la FAO, du FIDA et du PAM; et utilisation des locaux de la FAO pour accueillir les manifestations.
29. En 2017, dans le cadre d'un projet de collaboration mené sous l'égide du Comité de haut niveau sur la gestion, les équipes de la FAO, du FIDA et du PAM chargées de la documentation ont contribué à la mise en place d'un premier projet pilote visant à expérimenter les technologies XML dans la production documentaire destinée aux organes directeurs. Alors que ce projet se poursuivait en 2018, le PAM n'a pas pu y participer car les ressources de sa Sous-Division de la traduction et de la documentation ont dû se concentrer sur un très gros volume de travail lié au traitement des documents du Conseil d'administration; on espère que la contribution du PAM pourra reprendre avant la fin de 2019.
30. Soucieux d'encourager l'adoption de meilleures pratiques communes par les organismes ayant leur siège à Rome, les secrétariats des organes directeurs ont également continué de soutenir des échanges ponctuels de personnel pour certaines activités. À la mi-2019, les équipes chargées des sites Web des trois organes directeurs ont commencé à examiner les synergies possibles dans la perspective de l'élaboration d'une plateforme commune de gestion et d'enregistrement en ligne des coordonnées des membres de ces organes.

² L'accord a été établi dans sa version définitive en décembre 2018. Il est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2019 et s'appliquera jusqu'au 31 décembre 2023.

31. En février 2019, la quarante-deuxième session du Conseil des gouverneurs du FIDA s'est déroulée dans les locaux de la FAO. Cette initiative de collaboration intense menée par les personnels du FIDA et de la FAO pour aménager et utiliser les locaux de cette dernière (notamment les salles de réunion) ainsi que ses services et ses moyens informatiques (réseau, retransmission en continu sur le Web, services d'impression, matériel de conférence, etc.) a été un franc succès.

Sécurité

32. Les services de sécurité de la FAO, du FIDA et du PAM n'ont cessé de développer leur collaboration au fil des années. Il est possible d'aller plus loin, et de dégager des économies supplémentaires à terme.
33. S'agissant de la gouvernance et des relations entre les organes directeurs, le Directeur de la sécurité du PAM informe les membres de la FAO et du PAM une fois par trimestre à l'occasion des réunions informelles organisées conjointement par les deux organismes qui sont consacrées aux situations d'urgence. Ce point d'information offre aux organes directeurs des deux organismes la possibilité d'obtenir un aperçu régulier de la gestion des risques dans des contextes particuliers.
34. La Cellule de la sécurité, présidée par le Conseiller en chef pour la sécurité de la FAO, continue de se réunir, ce qui permet aux coordonnateurs pour les questions de sécurité des trois organismes de découvrir et d'examiner les dernières informations et initiatives en date, et notamment les points d'information et les mises à jour communiqués par les organismes gouvernementaux italiens chargés de la sécurité.
35. Sur le terrain, le PAM fournit à la FAO et au FIDA des ressources supplémentaires chargées de la sécurité. Ces ressources servent notamment à assurer la sécurité lors des visites de haut niveau (visites conjointes sur le terrain des chefs de secrétariat des trois organismes et visites conjointes des membres des organes directeurs, par exemple), mais aussi à assurer la fourniture régulière d'équipements de sécurité du PAM (véhicules blindés, équipement de protection personnelle) et à couvrir les dépenses de sécurité liées aux hébergements et aux bureaux partagés.
36. La FAO, le FIDA et le PAM proposent des formations mondiales en matière de sécurité auxquelles tous les membres du personnel chargé des programmes peuvent participer quel que soit leur organisme. Un cours de sensibilisation à la sécurité des femmes animé par le PAM est proposé aux collègues de sexe féminin des trois organismes à l'échelle mondiale. Les membres du personnel de la FAO et du FIDA peuvent bénéficier des formations relevant du programme Sécurité et sûreté en mission dispensées par le PAM à Rome, et le personnel du PAM a suivi des cours que la FAO a assurés à Bozen dans le cadre de ce même programme. Le nombre de formateurs susceptibles d'animer des formations Sécurité et sûreté en mission a augmenté à la suite de l'arrivée de nouveaux chargés de la sécurité au FIDA, et les cours que la FAO a organisés dernièrement ont été dispensés en collaboration avec des formateurs du FIDA. Le personnel du FIDA a aussi suivi des cours sur la sécurité et la sûreté en mission proposées dernièrement par la FAO, et a également eu la possibilité d'assister à des cours du PAM. Le PAM a en outre mis en place des formations à l'intention d'agents de sécurité de la FAO.
37. Les équipes chargées de la sécurité aux sièges de la FAO, du FIDA et du PAM travaillent en étroite collaboration. Des simulations et des exercices conjoints sont menés, et les équipes s'entraident lors des manifestations de haut niveau. Les personnels de sécurité des trois organismes ont élaboré les procédures de gestion des risques de sécurité destinées au système des Nations Unies en Italie, au sein duquel le Directeur général de la FAO assume la fonction de Fonctionnaire désigné pour la sécurité.

Privilèges et immunités

38. Des réunions régulières sont organisées entre les interlocuteurs concernés de la FAO, du FIDA et du PAM afin d'aborder des questions d'intérêt commun concernant les privilèges et immunités. Ces discussions donnent régulièrement lieu à des réunions conjointes entre les trois organismes et les autorités italiennes dans l'objectif d'harmoniser les procédures d'attribution des privilèges et immunités, d'échanger des points de vue et de répondre aux questions en souffrance depuis longtemps.

Coopération entre bibliothèques et services terminologiques

39. La FAO, le FIDA et le PAM continuent de participer à un système de prêt interbibliothèques, qui permet à leur personnel de bénéficier des fonds des trois organismes. Les bibliothèques des trois organismes échangent en outre régulièrement des renseignements concernant les fournisseurs et les systèmes (éditeurs et services de gestion de bibliothèque, par exemple), ce qui contribue à renforcer les synergies et à améliorer les services pour les usagers. Dans un souci d'efficacité, des missions d'observation sont à l'étude pour permettre au personnel de chaque organisme de découvrir les techniques et méthodes des bibliothèques des deux autres. La FAO, le FIDA et le PAM continuent de mettre en commun leurs ressources terminologiques sur le portail FAOTERM, qui héberge désormais IFADTERM et WFPTERM.

Atelier d'impression

40. Le FIDA et le PAM ont commencé à collaborer dans le cadre des services d'impression. L'atelier d'impression du FIDA offre des services d'impression au Siège du PAM sur la base de produits et de niveaux de service préalablement approuvés et respectueux des normes environnementales les plus strictes.

Mise à disposition de véhicules et de biens

41. La FAO a demandé l'aide du PAM pour établir des spécifications relatives aux véhicules légers. Plusieurs échanges de vues ont eu lieu à cet égard avec la FAO, et la FAO participe désormais au Centre de gestion du parc automobile du PAM. Le PAM a signé des accords à long terme détaillés concernant les pièces de rechange et la fourniture de carburant. Le partage de ces marchés à long terme constitue un autre domaine de collaboration sur le terrain entre les trois organismes.

Bureaux chargés de la déontologie

42. Ces dernières années, les directeurs des bureaux de la FAO, du FIDA et du PAM chargés de la déontologie ont continué de coopérer et d'étendre leur collaboration dans le cadre d'échanges d'expériences, de meilleures pratiques et de connaissances relevant de divers domaines d'activité courants ou portant sur des questions d'éthique précises. Dernièrement, la collaboration s'est intensifiée, et les bureaux chargés de la déontologie ont mis en place des échanges plus réguliers en organisant des réunions périodiques.
43. Pour favoriser la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome – et avec en toile de fond les priorités des Nations Unies, l'harmonisation et le partage des meilleures pratiques – le FIDA et le PAM sont convenus que le FIDA, représenté par le directeur de son Bureau de la déontologie, participerait en qualité d'observateur à une session du sous-groupe de travail conjoint du Conseil d'administration et de la direction du PAM sur la protection contre le harcèlement sexuel, l'exploitation et les atteintes sexuelles. Cette collaboration s'est révélée fructueuse, et a permis de renforcer les relations et la coopération existantes entre les bureaux de la déontologie du PAM et du FIDA sur ces sujets, notamment concernant la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles.

Bureaux chargés des services de médiation

44. Les chefs des bureaux de la FAO et du PAM chargés de la médiation et de la déontologie se sont rencontrés une fois par trimestre pour s'entraider et échanger des informations. Lors des visites sur le terrain, les services fournis par le Bureau de l'Ombudsman et des services de médiation du PAM ont été proposés aux employés de la FAO et du FIDA là où le PAM partageait des locaux avec ces deux autres organismes.

Autres domaines de collaboration possible

45. D'autres domaines dans lesquels la collaboration pourrait être renforcée sont à l'étude. Par exemple, le FIDA et le PAM ont manifesté leur intérêt pour le Centre des services communs de la FAO à Budapest, tandis que le programme de location de véhicules que le PAM gère depuis Doubaï ainsi que son réseau de plus de 80 résidences réparties à travers le monde offrent des possibilités intéressantes pour la FAO. En outre, le FIDA et le PAM collaborent actuellement avec le Ministère italien des affaires étrangères et de la coopération internationale et les autorités régionales du Latium afin de trouver un accord pour

mener une étude de faisabilité et une étude d'avant-projet visant à réunir de façon permanente les deux organismes dans les locaux de l'ancien hôpital Forlanini.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

CCS	Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
GNUE	Groupe des Nations Unies pour l'évaluation
ODD	objectif de développement durable
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement